



**Regagner un 100%
cotisations sociales, une
Sécurité Sociale intégrale**

QUELQUES RAPPELS HISTORIQUES

Crée en 1945 par Ambroise Croizat, ministre du Travail, englobant 4 branches. Issues du programme élaboré en 1943 par la CGT, reconstituée clandestinement.

REPONDRE AUX BESOINS DES POPULATIONS ET AU DEVELOPPEMENT DU PAYS.

- **Un principe de solidarité fort « chacun cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ».**

DES VALEURS FONDATRICES

- **Unicité** : service publique unique couvrant l'ensemble des domaines de la Protection sociale (maladie, vieillesse, décès, invalidité, accidents du travail).

- **Universalité** : tous les citoyens doivent bénéficier pour tous les risques sociaux quelle que soit leur profession et leur situation personnelle.

- **Solidarité** : pierre angulaire du système,
 - ❑ intergénérationnelle.
 - ❑ malades/bien portants.

- **Démocratie**: Elections des administrateurs par les salariés.

DES PRINCIPES ATTAQUES DEPUIS 77 ANS

- **Accès libre aux besoins** de chaque citoyen.
- **Démocratisation de la gestion de la Sécu** par les représentants des salariés.
- **Une caisse unique pour une Sécu intégrale** des 4 branches.
- **Financement par les cotisations sociales** calculées sur la valeur travail.

LA SECU SOCLE DE LA PROTECTION SOCIALE

- **La Protection Sociale** vise à protéger les personnes des évolutions et des aléas de la vie : maladie, accident de travail, invalidité, handicap, chômage, maternité, vieillesse, perte d'autonomie, chômage.
- **La Sécurité Sociale en est le socle** et joue un rôle d'amortisseur des crises économiques, boursières et sanitaires. Elle joue un levier social absolument bénéfique, pour les salariés, la population et le pays.
- Adossés à la Sécurité Sociale il y a aussi **les complémentaires** (mutualité, institutions de prévoyance, assurances,) et les **secteurs** (clinique, Ephaad, médecine de ville, pharmacie).

80% ECHAPPE AU MARCHE PRIVE ET FINANCIER

PIB	2 323 Mds
Budget de l'Etat	488 Mds
Dépenses protection sociale	639 Mds
dont budget de la Sécurité Sociale	445 Mds
dont branche maladie	239 Mds
dont branche vieillesse	134 Mds

Chiffres 2021

UN FINANCEMENT FRAGILISE

- **Depuis 1990** (la mise en place de la CSG), la part des cotisations sociales dans le financement de la Sécu est passée **de 86,8% à 47,6% en 2021**.
- **Aujourd'hui la CSG**, TVA, Impôts, représentent **48,3%**, des recettes.
 - **Cette fiscalisation croissante représente 290 Mds d'euros supportés par les ménages.**

UNE NOUVELLE BRANCHE « AUTONOMIE »

- Création en 2020 d'une **branche Autonomie**, pour les personnes en perte d'autonomie et handicapées.
- Gérée par la CNSA qui n'est pas intégré dans la Sécu.**
- Budget 31,6Mds en 2021.**
- Financée par la CSG**, et la « journée gratuite » des salariés. Et la CASA pour les retraités.

L'AIDE A L'AUTONOMIE UN BESOIN GRANDISSANT

- **1,7 millions personnes sont en perte d'autonomie**
Ils seront 4 millions à l'horizon 2050
soit 16 à 17% des plus de 60 ans.
- **700 000 personnes sont en établissement parmi**
les 7600 Ephads.
- **Besoin de doubler le nombre de places**
d'hébergement en établissement d'ici 2050.

SECU: UN DEFICIT ORGANISE

Après avoir presque atteint un équilibre, la **Sécurité Sociale** enregistre un déficit de **38,6Mds d'Euros** en **2020** et **35,8 Mds** en **2021**.

	<i>Déficit</i>	<i>% cotisations</i>
• Maladie	-30,4 Mds	32,4 %
• Accidents	-0,2Mds	96%
• Vieillesse	- 3,7 Mds	64,2%
• Famille	-1,8Mds	58, 8%

Le surcout « Covid » est estimé à 18 Mds en 2021

DETOURNEMENT DES COTISATIONS SOCIALES

- Au nom du maintien de l'emploi et de la compétitivité, le Gouvernement **exonère les entreprises des cotisations sociales**, considérées comme « charges » par les libéraux et le patronat.
- Depuis le début de la crise sanitaire, cela représente **plus de 150 Mds qui manquent au financement de la sécu.**
- **C est un vol organisé qui concerne l'ensemble des salariés!**

UN DEFICIT AU SERVICE DU CAPITAL

- **Depuis janvier 2019** l'Etat ne compense plus les exonérations de cotisations sociales qu'il décide attribuer aux entreprises.
- Macron et Patronat font du **financement de la sécu** **une variable d'ajustement** pour la compétitive des entreprises, les dividendes aux actionnaires.
- **La bourse est en hausse de 29%** sur l'année 2021. Du jamais vu depuis 20 ans.

UN ENDETTEMENT QUI REPOSE SUR LES MENAGES

- **Une dette de 136Mds transférés à la Cades jusqu' en 2033 et financés par les salariés et retraités(CRDS)**

Cela comprend;

31 Mds déficit antérieur à la crise sanitaire

92 Mds déficit 2020,2021,2022

10Mds reprises dette des hôpitaux

3Milliards d'intérêts

- **La Sécurité Sociale continue d'emprunter sur les marchés financiers pour 40 Mds en 2021.**

UNE PRESSION FINANCIERE ET SPECULATIVE

- Le gouvernement donne des gages au Patronat en garantissant qu'aucune contribution au remboursement de la dette sera demandée.
- Par contre il permet aux souscripteurs financiers d'avoir des titres publics , permettant un niveau de rendement garanti de leurs investissements.
- **Ceux sont les ménages qui vont rembourser les 17 Mds par an, jusqu'en 2033.**

LES COTISATIONS SOCIALES

- En 2018 le gouvernement décide d'augmenter la CSG avec un allègement des cotisations maladie au nom de l'augmentation du salaire.
- **Depuis, l'idée d'augmenter le salaire net par un abaissement des cotisations sociales devient un enjeu majeur.**
 - Une enquête pour la CGT, révèle que plus de 70% des salariés interrogés seraient favorables à la réduction des cotisations de l'entreprise et des salariés.
 - **Alors que 75% se disent aussi pour le maintien de la sécu et une retraite à 60 ans.**

RECONQUERIR LE SALAIRE SOCIALISE

- Supprimer les cotisations sociales, c'est mettre en danger le financement de la Sécurité Sociale et le niveau des retraites.
- **IL faut combattre l' idée** que la cotisation sociale est un cout, une charge.
- Il faut réaffirmer que **les cotisations sociales (salarié et entreprise) c'est de la solidarité** . Liées au travail, à la création de valeur ajoutée, à l'emploi, à l'intérêt général.
 - **Le salaire socialisé c'est pour toute sa vie!**

NOTRE SECURITE SOCIALE EN DANGER !

Patronat et Gouvernement veulent faire évoluer le financement de la Sécu **vers la fiscalisation et une étatisation de son budget.**

Depuis plusieurs années les **PLFSS** ont instauré le principe d'une loi organique du financement de la Sécurité Sociale, **piloter par l'Etat** , afin de mieux l'articuler aux arbitrages globaux sur les finances publiques.

Avec un **objectif d'annualisé** un équilibre entre recettes et dépenses, dans chaque branche.

UNE PRESSION LIBERALE

Denis Kessler (MEDEF) déclare « **il faut un autre système de protection sociale** . Une fenêtre historique se présente pour refonder notre système de protection sociale avec une gouvernance d'entrepreneurs sociaux ».

La proposition de la Grande Sécurité Sociale entrouvre **une gestion avec les assurances privées (AXA)** et le mouvement mutualiste.

Lors du débat à l'AN une proposition de la majorité était de **remplacer « Sécurité Sociale » par « Protection sociale »**.

PLFSS 2023: UN DEFI A RELEVER

- **Le projet de Macron veut aller plus loin en intégrant le budget de la sécurité sociale dans celui du budget de l'Etat .**
- **Intégration de l'assurance chômage.**
- **Un autre pilotage financier sur la base « d'une règle d'or » visant à instaurer un budget établi pour chaque branche et sur 5 ans.**
 - **Fixer les dépenses non en fonction des besoins de la population mais dans le cadre d'une « enveloppe » arrêtée .**

UN SYSTÈME DE SANTE MALADE

- Les différentes lois sur la santé sont depuis des années axées sur **des plans d'économie, avec des suppressions de postes, de lits, d'hôpitaux et de maternités.**

- **Rapport Martin Hirsh « le temps de la refondation »..**

prône un **abandon de la notion de Service public** de l'hôpital et du système de santé.

RETRAITE, UNE BATAILLE SOCIALE

- Macron annonce sa volonté de porter l'âge légal à la **retraite à 65 ans.**
- Il promet une **retraite plancher de 1100 euros**, uniquement pour les carrières complètes, en fusionnant l'allocation de solidarité et le minimum vieillesse.
- Suppression des régimes spéciaux.**
- Application de la « règle d'or » avec un **niveau des retraites ajusté en fonction des recettes et du nombre de retraités.**

QUE DIT LE COR ?

« Malgré le contexte de la crise sanitaire et le vieillissement progressif de la population , l'évolution des dépenses de retraite resteraient maîtrisée à l'horizon 2070 ».

Mais Il projette une baisse des pensions retraite relative au revenu brut entre 31,6% et 36,5% en 2070 contre 50,1% actuellement.

LA CGT REVENDIQUE

- Départ à la retraite à 60 ans
- 75 %du revenu sur les 10 meilleurs années
- Pas retraite en dessous du SMIC
- Indexer les retraites sur l'évolution moyenne des salaires
- Egalité du niveau des salaires femmes/hommes
- Meilleures salaires et création d'emploi;
- Validation des années d'études et de recherche d'emploi.

AGIRC-ARCCO « CHEVAL DE TROIE »

- **L'accord** avec le Patronat , la CFDT, la CGC et la CFTC en 2021 est révélateur de cette politique basée par la « règle d'or ».
- Choix d'ajustement en permanence avec la conjoncture économique et d'un niveau de réserve élevé.
- **C'est un tremplin aux futures réformes systémiques de la Sécurité Sociale avec le PLFSS 2023.**

CAMPAGNE CGT POUR UNE RECONQUETE DE LA SECURITE SOCIALE

- **Pour une Sécurité sociale intégrale.**
- **Un financement assis uniquement sur le travail et un 100%cotisations sociales.**
- **Remboursement sur 5 ans par les entreprises des 150 Mds d'exonérations de cotisations.**
- **Arrêt des exonérations de cotisations**
- **Réforme du financement en mettant a contribution les primes, l'intéressement, la participation.**

PLACE AU DEBAT ET A L'ACTION

**UN DOSSIER UTILE
POUR MENER
UNE CAMPAGNE CGT
AUPRES DES
TRAVAILLEURS.**

